



Pass Culture : le coup de gel concerne aussi les journalistes et l'éducation aux médias

L'Education aux médias et à l'information (EMI), rempart contre les pièges de la manipulation de masse, est-elle en danger ? En ce début d'année 2025, dix ans après le massacre de *Charlie Hebdo*, la part collective du Pass Culture a été brutalement gelée par le gouvernement. Ce budget est attribué aux établissements scolaires pour financer des interventions culturelles, et notamment des séances d'EMI qui sont assurées par des journalistes, souvent les plus précaires d'entre eux.

En conséquence, les établissements qui auraient voulu faire intervenir des artistes et/ou des journalistes dans leurs classes se voient désormais dans l'incapacité de le faire.

Pour les journalistes, formatrices et formateurs en EMI, du jour au lendemain il est aussi devenu impossible de procéder à l'inscription de leurs interventions sur la plateforme où ils pouvaient jusque-là les proposer.

Dans le même temps, 2,2 milliards d'euros de coupes dans le budget des collectivités territoriales, qui financent aussi les activités EMI, sont redoutées.

Pourtant, les journalistes en leur qualité d'experts des médias ont été incités à développer l'activité éducative de l'EMI auprès de divers publics et, en particulier, des plus jeunes. Les séances ont pour objectif de transmettre des compétences de décryptage et d'apprendre à se protéger des théories du complot, des fake-news ou du cyber-harcèlement.

Les journalistes rémunérés à la pige, en particulier, ont peu à peu intégré cette activité et certains ont basé sur elle une part de leur fragile équilibre économique. Ce brusque coup de frein risque de faire basculer les plus précaires d'entre eux dans la pauvreté, voire les conduire à quitter la profession de journaliste.

Le gel de la part collective du Pass Culture est le reflet d'un projet de société régressif. Sa brutalité fait écho au projet du nouveau président des Etats-Unis : théories complotistes, idées reçues et fausses répandues par de grands groupes de médias comme ceux de Bolloré, développement de l'intelligence artificielle qui risque de brouiller davantage la frontière entre information et propagande... Jamais nous n'avons tant eu besoin de journalistes face à la désinformation.

S'attaquer au travail rigoureux des éducateurs en EMI, au lendemain du procès de l'assassinat de Samuel Paty, relève d'une hypocrisie et d'un cynisme insupportables, alors qu'il est indispensable de donner aux futurs citoyens les outils nécessaires pour s'orienter dans un paysage informationnel de plus en plus complexe.

C'est pourquoi, le SNJ-CGT exige :

- Le rétablissement du budget de la part collective du Pass Culture 2025
- Un budget ad-hoc qui réponde réellement aux importants besoins des établissements scolaires
- Le contrôle de l'usage de ces fonds par l'Etat
- Le respect du droit à l'éducation aux médias et à l'information, indispensable au bon fonctionnement de la démocratie.

Le SNJ-CGT appelle les enseignants, parents d'élèves, associations, artistes, sportifs... ainsi que les musées, médiathèques, lieux de mémoire... à le rejoindre et se mobiliser à ses côtés.

Une assemblée générale de la CGT Spectacle a lieu mardi 18 février 2025 à 18h30, à la Bourse du travail de Paris. Face à cette situation, elle consacrera un temps de réflexion et de discussion autour de la question du Pass Culture et de l'EMI.

Montreuil, le 17 février 2025.